

6 juillet

Jardins des vertus à Aubervilliers

Les dimanches 6 juillet et 14 septembre les militants des collectifs des jardins ont tenu des rencontres.

Attente d'un nouveau PLUI, bruits persistants d'implantation de structures commerciales, menace de destruction de 2 000 m² de jardins pour un pôle multimodal, etc...Tous les ingrédients de risque de nouveaux coups de force pour détruire des jardins sont dans les têtes.

L'absence de clarté déjà dénoncée lors de la présentation de la gare est toujours d'actualité. Rappelons que ce sont des nuages qui représentaient sur la maquette deux futurs immeubles destinés à des bureaux et un hôtel (7 000 m² de plancher). La loi de l'argent et de la spéculation immobilière est à nouveau à l'œuvre pour détruire ce lieu de vie, d'éducation populaire et de ressources vivrières des jardiniers et leurs familles.

Ainsi les aménageurs bafouent impunément les recommandations de l'OMS (préconisant 10 m² d'espaces verts par habitant) et les alertes du GIEC sur le dérèglement climatique. De fait lourde est la responsabilité des pouvoirs publics qui n'ouvrent pas une véritable concertation sur le devenir de l'ensemble de ce quartier et de ses habitants. La vigilance de tous s'impose.



7-10 août

Les Résistantes

Après une première édition dans le Larzac en 2023, les « rencontres des luttes locales et globales » se sont tenues dans l'Orne début août.

Une trentaine de personnes sont parties de Paris à vélo convoi (et plus de 600 sur environ 7 000 participants par ce mode de mobilité douce) pour rejoindre le festival. Cette année il accueillait les personnes et groupes qui résistent sur de nombreux sujets ! Preuve en est le programme avec près de 200 temps différents autour des luttes écologistes, antiracistes, décoloniales, féministes, syndicales, sociales et paysannes ou encore sur l'organisation d'initiatives pour contrer la montée des forces réactionnaires et autoritaires. Plus de 12 chapiteaux accueillaient débats, concerts, bars et deux campings permettaient de récupérer des 250 km à vélo et des journées chargées. C'est un festival étonnant puisqu'il n'y a pas de sponsors. Le fonctionnement sur les 4 jours repose sur l'investissement des



« Il y avait énormément de jeunes très politisés, des adhérent-es du MNLE 93, du CPTG et la Coordination Eau IDF. »

bénévoles qui s'inscrivent aux tâches multiples, mais qui sont pour la plupart de courtes durée et dans une chaude ambiance musicale comme à la plonge. L'organisation reposait sur les 6 paysan-nes (éleveurs) qui prêtaient leurs terres gratuitement et sur deux organisations Terre de Luites et le collectif 924 (un gros collectif qui vient de remporter son recours juridique et geler le projet d'une quatre-voies entre Caen et Saint-Malo).

Des paysans fournissent la nourriture, et, tout comme pour l'entrée du festival, on paye selon ses moyens, ce qui permet à toute personne d'y participer

C'est de l'autogestion basée sur une confiance totale. L'internationale boulangère a débarqué avec quatre fours à bois pour faire du pain et des cookies toute la semaine.

Il y avait de nombreux stands associatifs où l'on pouvait découvrir des luttes et échanger. Le programme était en outre très riche en conférences, actions, débats, films, spectacles et concerts le soir.

Ce fut une très belle semaine ensoleillée !

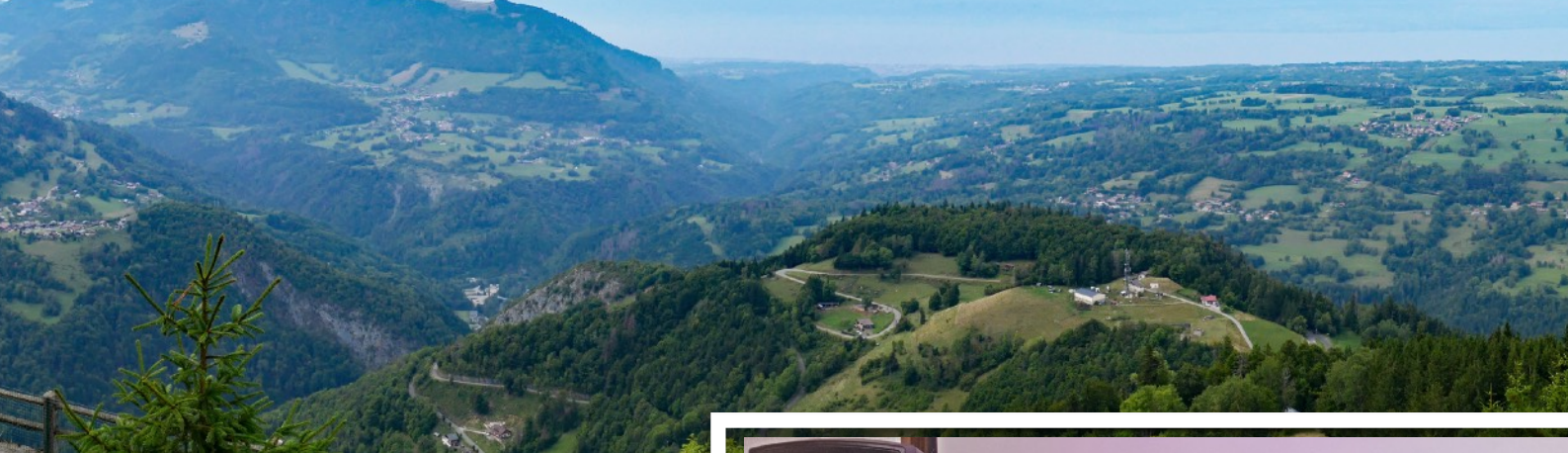
24-31 août

Université d'été

La 30^e Université d'été avait lieu à Saint-Jean-d'Aulps en Haute Savoie. Les conférences et les débats ont été centrés sur l'économie circulaire.

Christian Pellicani a ouvert les débats en soulignant le **contexte mondial préoccupant** : multiplication des conflits armés, politiques climatiques ignorantes des faits scientifiques, et aggravation des atteintes à la nature et à la santé publique.

MNLE 93 et Nord-Est Parisien
Siège : Maison des Associations
61, rue Victor-Hugo 93500 Pantin
Local : 121, rue du Parc 93130 Noisy-le-Sec
Mail : mnle-93@orange.fr



La semaine de conférences et d'ateliers a été consacrée à l'analyse de **l'économie circulaire**, présentée comme une possible alternative au consumérisme. Ses sept piliers – de l'approvisionnement durable au recyclage – ont été rappelés pour cadrer les discussions.

Un atelier, préparé et animé par le MNLE 93, intitulé « **Tendre vers le zéro déchet : réalité et possibilité** » a ensuite approfondi la question de la réduction des déchets. Les échanges ont porté sur trois axes principaux : la lutte contre les lobbies de la surproduction, le rôle des collectivités dans une stratégie zéro déchet adaptée aux territoires, et l'éducation nécessaire pour transformer les habitudes de consommation.

Les participants ont souligné plusieurs obstacles : concurrence entre entreprises et associations dans les **filières du réemploi**, urbanisme favorisant la consommation de masse, disparition des métiers de proximité, et inégalités sociales dans les modes de consommation. Ils ont insisté sur la responsabilité des collectivités locales et sur l'importance d'une **éducation à la consommation durable**, notamment via une meilleure connaissance du cycle de vie des produits et un étiquetage plus cohérent.

Des pistes concrètes ont émergé : création de lieux de réparation et de sensibilisation, meilleure gestion des déchetteries, encadrement de la publicité, et valorisation des initiatives locales.



En conclusion, le MNLE est appelé à jouer un **rôle moteur dans la prévention des déchets**, à travers la diffusion d'informations (rubrique dans la revue *Naturellement*, fiches thématiques), la recherche de financements, et la création de distinctions symboliques telles que les prix « zéro déchet d'or » et « déchet caca ».



7 septembre

Fête de l'AMAP à Bagnolet

Dans le cadre de la Fête de l'AMAP de Bagnolet, l'un de nos adhérents, Théo Fera a été invité à présenter la Sécurité sociale de l'alimentation.

Une trentaine de participants ont (pour la plupart) découvert avec intérêt le sujet. L'occasion de rappeler que la SSA s'inspire d'un «déjà-là »" qui fonctionne depuis 1946 et repose sur trois piliers : universalité, cotisation à taux unique et interprofessionnel, conventionnement et fonctionnement démocratique.

Tout comme la Sécurité sociale de la santé, qui consacre un droit effectif à la santé, **la sécurité sociale alimentaire** a pour but de consacrer un droit concret à l'alimentation, tout en permettant de s'attaquer efficacement aux tensions sur l'aide alimentaire, à la crise agricole et environnementale, à la malbouffe.

« **Déjà une centaine d'expérimentations ont cours en France plus ou moins fidèles à l'esprit de la SSA...** »

14 septembre

Remise de la Carafe d'or

C'est sur le stand du MNLE à la Fête de l'Humanité que la Carafe d'or a été remise.

Cette année elle a été décernée à Maxime Noirjean, un des représentants de la Coalition Stop Embouteillage, pour le travail mené contre la privatisation de l'eau et pour la mise à l'arrêt définitive de la filière de l'embouteillage industriel de l'eau. Maxime Noirjean fait partie des habitants de la commune de Dieuze en Moselle qui se sont mobilisés contre le projet d'installation d'une usine d'embouteillage de l'eau devant être exploitée par Aquamark, filiale d'E. Leclerc. La Coalition Stop Embouteillage, qui regroupe les collectifs Eau 88 Vittel, l'Eau qui mord Vittel, Volvic nous pompe, Eau Secours Saulnois, Stop Embouteillage Divonne, l'Association pour la Protection des Rivières Ariégeoises Le Chabot, Les associations citées devaient préparer une mobilisation avec un carnaval le week-end du 22 et 23 novembre mais à cause du report du procès Nestlé Waters, celle-ci est repoussée à une date ultérieure.



Fête de l'AMAP

CLIMAT, JUSTICE, LIBERTÉS! 28.09

Plusieurs membres du MNLE 93 NEP ont participé le 28 septembre à Paris à la « Marche des résistances, pour le climat et la justice sociale ». Une soixantaine de villes en France en organisaient également.

Collectifs, associations, syndicats, partis politiques

ont appelé à rejoindre cette marche. Il était frappant de voir dans les mots d'ordre, les liens très forts exprimés entre la question climatique et la mobilisation sociale de cette rentrée.

Démission MRAE

Le 16 juillet 2025, huit des neuf membres de la Mission régionale d'autorité environnementale (Mrae) d'Île-de-France ont présenté une **démission collective**, dénonçant la **dégradation de leurs conditions de travail** avec la Direction régionale de l'environnement (Drieat). Ils estiment avoir **perdu leur autorité fonctionnelle**, pourtant essentielle pour garantir leur **indépendance**. Selon eux, depuis l'arrivée d'un nouveau responsable au sein du service d'appui, les échanges se sont détériorés, empêchant l'instruction de certains dossiers importants. Cette situation contreviendrait aux principes d'autonomie imposés par le Conseil d'État et les directives européennes. L'État **conteste ces accusations**, et le ministère de la Transition écologique a annoncé une **enquête administrative**. Cette crise met en lumière les tensions persistantes entre les Mrae et les autorités préfectorales, ainsi que la fragilité de l'indépendance de l'évaluation environnementale en France.



Avis d'enquête publique Green Dock

Ce gigantesque entrepôt entraînera inéluctablement la destruction de la biodiversité de la zone Natura 2000 de L'Île-Saint-Denis. L'enquête publique aura lieu du **15 octobre au 14 novembre 2025**

Pour donner votre avis :

**[https://
www.enquete-
publique-
greendock.fr/](https://www.enquete-publique-greendock.fr/)**



Nouveau livre de Jean-Claude Boual

L'auteur est intervenu lors de la 30^e université d'été du MNLE pour présenter son livre.

Dans ce nouvel ouvrage, l'auteur pose de nombreuses questions sur la **remise en cause constante des politiques publiques**, alors que les pollutions s'accroissent, que la biodiversité se détériore, que la qualité de l'air, de l'eau, des sols, des forêts se dégrade.

J-C Boual analyse le positionnement des institutions et des acteurs de la société civile. Il soutient la nécessité d'une **approche sociale de l'écologie**, afin qu'elle soit appréhendée comme un facteur essentiel de transformation de la société pour l'émancipation et une vie digne pour chacun. Selon sa thèse, il faut **sortir de l'écologie spectacle** et des slogans, affronter les contradictions d'un système capitaliste prédateur, ce qui demande l'engagement du plus grand nombre.



Jean-Claude Boual, ingénieur en chef des travaux publics de l'État en retraite, spécialiste des services publics en Europe et de la société civile européenne, a été chargé de mission sur les services publics en Europe et l'Europe sociale au ministère de l'Équipement, de l'Écologie et du Développement durable de 1991 à 2010. Ancien Secrétaire général de la Fédération CGT de l'Équipement et de l'Environnement de 1975 à 1992 et membre de la Commission exécutive de la CGT de 1978 à 1992. Auteur de nombreux articles et ouvrages sur les services publics, la société civile européenne, le syndicalisme, l'Union européenne.